

# AMNESTY INTERNATIONAL

## DÉCLARATION PUBLIQUE

Index AI : EUR 63/010/2012

AILRC-FR

10 juillet 2012

### **Bosnie-Herzégovine. Les familles des victimes du génocide de Srebrenica commis il y a 17 ans attendent toujours de connaître la vérité, et d'obtenir justice et réparations**

Amnesty International déplore que les victimes des crimes commis durant la guerre de 1992-1995 et leurs proches soient toujours privés de l'accès à la vérité, à la justice et aux réparations.

Les familles de plus de 8 000 personnes tuées lors du génocide de Srebrenica attendent d'obtenir justice et réparations, la plupart des responsables présumés continuant de jouir d'une totale impunité. Beaucoup d'entre eux vivent dans les mêmes quartiers que leurs victimes et leurs familles. Aucune enquête efficace n'étant menée, les familles des disparus n'obtiennent aucune information sur le sort de leurs proches ni le lieu où ils se trouvent.

Le 10 juillet 1995, dans le cadre de la guerre qui a ravagé la Bosnie-Herzégovine de 1992 à 1995, les forces serbes de Bosnie ont pénétré dans l'enclave de Srebrenica, déclarée « zone de sécurité » par l'ONU, où des milliers de Musulmans de Bosnie avaient trouvé refuge. Lorsque la ville est tombée aux mains des forces serbes de Bosnie, malgré la présence de l'ONU, plus de 8 000 hommes et adolescents bosno-musulmans ont été séparés du reste de la population et tués de manière délibérée et arbitraire. Jusqu'à présent, 6 704 d'entre eux ont été identifiés grâce à des analyses d'ADN. Les événements de juillet 1995 à Srebrenica ont été décrits comme la plus grande atrocité commise en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et ont été reconnus par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et la Cour internationale de justice comme des actes de génocide.

Certaines autorités en Bosnie-Herzégovine continuent d'attaquer le système judiciaire, tandis qu'on ignore toujours ce qu'il est advenu des quelque 8,000 à 10,000 personnes qui ont été victimes de disparitions forcées à Srebrenica et ailleurs en Bosnie-Herzégovine. La Loi sur les personnes disparues, qui prévoit la création de l'Institut national des personnes disparues, du Fonds de soutien aux familles des personnes disparues et de la Base de données des personnes disparues, n'est pas pleinement mise en œuvre, privant les familles de la possibilité d'obtenir des réparations, des indemnités notamment.

Au cours du premier semestre de 2012, un parti de coalition de la Republika Srpska a présenté une requête en vue de la suppression de la Cour d'État et du Bureau du procureur de Bosnie-Herzégovine. Bien que le parlement de Bosnie-Herzégovine ait rejeté les principes des avant-projets de loi qui aboliraient la Cour d'État et le Bureau du procureur, des personnalités politiques continuent de dénigrer publiquement les travaux des institutions judiciaires étatiques.

La négation du génocide de Srebrenica est un crime qui, comme l'ont conclu des tribunaux internationaux dans leurs jugements, augmente encore la douleur de ceux qui ont déjà assez souffert pendant et après la guerre. Amnesty International prie les autorités de l'ex-Yougoslavie, y compris le nouveau président de Serbie, Tomislav Nikolic, qui a déclaré que le massacre de 1995 à Srebrenica ne constituait pas un génocide, de respecter les efforts de commémoration déployés à Srebrenica. La reconnaissance des faits et les mémoriaux sont essentiels dans

toute société s'efforçant de mener une justice de transition ; ils sont aussi le seul moyen pour les victimes d'atteintes aux droits humains commises en temps de guerre de se réconcilier avec le passé et de reconstruire leurs vies brisées.

Alors que les familles s'appêtent à inhumer encore 520 corps dans le mémorial de Potocari, près de Srebrenica, Amnesty International demande aux autorités de Bosnie-Herzégovine de prendre de toute urgence des mesures visant à garantir le droit des victimes et de leurs familles à la vérité, à la justice et à des réparations.

**Pour en savoir plus :**

- . [Un tribunal déclare les Pays-Bas responsables de la mort de trois personnes à Srebrenica](#)
- . [L'arrestation de Ratko Mladić, une étape essentielle vers la justice](#)
- . [« La justice pour qui ? » En Bosnie-Herzégovine, les femmes attendent toujours qu'on leur rende justice](#)
- . [Le procès de Radovan Karadzic doit avoir lieu pour que les victimes de la guerre de Bosnie obtiennent justice](#)
- . [Bosnie-Herzégovine. Dix ans se sont écoulés et justice n'a toujours pas été rendue aux victimes de Srebrenica](#)
- . [Kosovo and Bosnia-Herzegovina: The apparent lack of accountability of international peace-keeping forces in Kosovo and Bosnia-Herzegovina](#)

**FIN/**